

La victoire d'Erdogan, malgré la crise économique, constate la montée en puissance du nationalisme ethnique et religieux, ainsi que des questions sécuritaires et de politique extérieure.

Jana J. Jabbour, politologue, enseignante à Sciences Po Paris, auteur de *La Turquie, l'invention d'une diplomatie émergente*, Paris, CNRS Editions, 2017.

RECEP TAYYIP ERDOGAN : L'HOMME INVINCIBLE DE TURQUIE

Recep Tayyip Erdogan a bien réalisé son rêve : rester à la tête de la Turquie en 2023, date symbolique qui marque le centenaire de la fondation de la République turque. Tout comme en 1923 Mustafa Kemal Atatürk est entré dans l'Histoire comme le fondateur de l'État turc, Erdogan s'enorgueillit d'être entré dans l'Histoire, 100 ans après, comme le fondateur d'une Turquie nouvelle, qu'il a façonnée par ses principes, ses valeurs et sa vision pendant deux décennies au pouvoir.

Le 28 mai, Erdogan a créé la surprise en remportant l'élection présidentielle face au candidat de l'opposition Kemal Kılıçdaroglu et ce en dépit des difficultés économiques et des défis humanitaires causés par le séisme du 6 février 2023. Bien que la majorité des enquêtes d'opinion le donnaient en difficulté, le président turc a marqué un score honorable en recueillant dès le premier tour 49,5 % des suffrages exprimés, et au second tour 52,16 % des voix, et ce avec une participation record qui a frôlé les 90 %. Le scrutin parlementaire a, lui aussi, consacré la victoire de l'alliance du parti au pouvoir qui a obtenu environ 49,46 % des voix, contre 35,02 % pour l'Alliance nationale de l'opposition.

Ce résultat est d'autant plus surprenant eu égard à la longévité du pouvoir exercé par l'AKP (Parti de la justice et du développement) : bien qu'aux affaires depuis 2003 (en tant que premier ministre, puis en tant que président de la République à partir de 2014), son leader Erdogan ne semble guère souffrir de l'usure du pouvoir.

Quels sont les facteurs explicatifs de la résilience de l'AKP et de son leader, malgré la forte mobilisation de l'opposition, une inflation massive, une crise financière

persistante, et le désastre engendré par le séisme de février ? Quels enseignements tirer de ce scrutin ?

LE NATIONALISME, GRAND GAGNANT DES ÉLECTIONS

Le premier constat qui s'impose est celui de la montée en puissance du nationalisme turc : l'électorat a voté moins sur la base de considérations économiques (pouvoir d'achat en baisse, taux de chômage élevé) que sur la base de préoccupations nationalistes et sécuritaires. Ce scrutin a, en effet, révélé la place centrale et décisive que le nationalisme sous toutes ses déclinaisons (sécuritaire, ethnique, religieux) occupe dans le champ politique et social.

Dans un contexte régional et international tendu, les Turcs ont voté pour le candidat qu'ils perçoivent comme capable de garantir leur sécurité. En effet, les deux conflits à leurs portes (en Syrie et en Ukraine) ont eu un impact psychologique significatif. En créant un climat anxiogène, ils ont nourri des peurs sécuritaires et réveillé les démons du passé : depuis la dislocation de l'Empire ottoman par les puissances européennes suite au traité de Sèvres de 1920, la mémoire collective des Turcs est hantée par le « syndrome de Sèvres », le sentiment d'être entouré et encerclé par des ennemis qui complotent pour porter atteinte à leur patrie. C'est cette obsession sécuritaire qui explique leur vote pour Erdogan dans le contexte très particulier de la guerre en Syrie et en Ukraine : en effet, pour une large partie de Turcs, le *reis* représente

la figure de l'homme fort, seul capable de garantir la sécurité de leur pays contre les multiples dangers qui le guettent. Par son discours belliqueux et sa posture combative, il réussit à incarner l'image du *kabadayi*, le leader « musclé » qui a le courage de défendre l'intérêt national et de protéger la patrie. Le soutien du candidat ultranationaliste Sinan Ogan à Erdogan au second tour des élections montre que celui-ci a bien gagné sur le terrain du nationalisme et de la « droitisation ».

Au-delà des obsessions sécuritaires, le résultat du scrutin révèle la prégnance du nationalisme ethnique. La campagne a été marquée par les enjeux identitaires et les clivages ethniques. Ainsi, en coalition électorale avec le parti nationaliste d'extrême droite (MHP), Erdogan a fait campagne sur le front kurde. Après avoir multiplié les arrestations et les poursuites judiciaires contre les partisans du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), considérés comme « complices » des « terroristes », il est allé jusqu'à proposer de les déchoir de leur nationalité turque. Ce durcissement de position semble avoir payé dans les urnes, une majorité de Turcs demeurant très méfiants à l'égard de la communauté kurde qu'ils soupçonnent de velléités séparatistes. Ces élections ont ainsi été le marqueur d'une crispation identitaire et de la sailance du nationalisme ethnique en Turquie.

Enfin, ce scrutin a révélé l'importance d'une troisième forme de nationalisme: le religieux ou l'islamo-nationalisme. Il s'agit d'un nationalisme de combat, drapé dans un discours religieux, qui définit la nation entière comme ethniquement turque et musulmane sunnite, et défend son appartenance civilisationnelle et religieuse à la « *oumma* » dans un supposé choc civilisationnel entre le monde oriental musulman et le monde occidental chrétien. Tout au long de la campagne, Erdogan s'est ainsi revendiqué musulman sunnite et a promu l'islam comme principe fondateur de l'ordre social et politique en Turquie. À l'inverse, le candidat de l'opposition, Kılıçdaroglu, a non seulement défendu le principe de laïcité hérité du kémalisme, mais a également brisé un tabou en revendiquant publiquement son appartenance à la minorité alévie, un courant religieux minoritaire, longtemps stigmatisé. Sa défaite face à Erdogan montre que la société turque reste profondément clivée et polarisée sur les questions identitaires et qu'elle n'assume pas encore entièrement sa diversité religieuse et confessionnelle.

Erdogan a su parler à l'imaginaire collectif turc en maniant ces trois formes de nationalismes dans un récit construit autour de trois dates symboliques : 2023, 2053, 2071. L'année 2023 marque le centenaire de la République ; elle constitue une date charnière dans le discours et programme de l'AKP, car elle devrait marquer la « renaissance » de la Turquie, ou la naissance d'une Turquie nouvelle, qui renoue avec la grandeur impériale passée. C'est ainsi que dans son discours de victoire la nuit du 28 mai, le président réélu annonce l'avènement du « siècle turc », un nouveau centenaire marqué par l'affirmation de la Turquie comme grande puissance. Quant à 2053, cette date représente le 600^{ème} anniversaire de la prise de Constantinople par Mehmet le Conquérant ; en multipliant les références à cette date, y compris dans le discours de victoire, Erdogan exalte le nationalisme ottoman et l'héritage islamique de la Turquie. Enfin, la date



Le président Erdogan au mausolée du fondateur de la Turquie moderne, Atatürk, après la cérémonie d'inauguration du 3 juin 2023 à Ankara. BURAK KARA/GETTY IMAGES

de 2071 marque le millénaire de la bataille de Manzikert, en 1071, quand les Turcs seldjoukides l'ont emporté sur les Byzantins ce qui leur a permis d'entrer en Anatolie sur le territoire qui est maintenant la Turquie contemporaine. En mêlant les références au passé ottoman, au panturquisme et au nationalisme républicain, Erdogan pratique un nationalisme « à plusieurs entrées » ce qui lui permet de « ratisser large », tout en renforçant chez les Turcs le sentiment d'appartenance et de fierté nationale. C'est dans ce contexte de galvanisation des masses par le patriotisme qu'il faut comprendre cette affirmation dans son discours de victoire : « Dorénavant, nul ne peut raptiser notre peuple ni insulter notre nation ».

LA POLITIQUE INTERNATIONALE EN TOILE DE FOND

Un autre constat s'impose : contrairement aux prévisions des analystes qui avaient estimé que le vote des

En poursuivant une diplomatie proactive et en tenant tête à un Occident perçu comme impérialiste et hégémonique, Erdogan et l'AKP ont renforcé la stature géopolitique de la Turquie

électeurs serait déterminé par des préoccupations économiques et de politique intérieure (réfugiés, chômage, pouvoir d'achat), il s'est avéré que le choix des électeurs a été orienté par des considérations de politique extérieure. Les 26 millions de Turcs qui ont voté en faveur d'Erdogan sont sensibles à ses réussites en matière de politique étrangère. En poursuivant une diplomatie proactive et en tenant tête à un Occident perçu comme impérialiste et hégémonique, Erdogan et l'AKP ont renforcé la stature géopolitique de la Turquie, permettant à Ankara de s'affirmer comme un acteur pivot et une puissance incontournable de la scène internationale. Par là, ils ont répondu à la soif de reconnaissance et au désir d'indépendance et de souveraineté d'une large partie de citoyens turcs aspirant à une place plus importante de leur pays dans le rapport de force mondial, et à un meilleur statut international digne de la gloire passée. Pour les Turcs qui ont voté en faveur d'Erdogan, celui-ci personifie leurs rêves de grandeur et leur fierté nationale retrouvée.

Conscient de la saillance du sentiment nationaliste chez ses concitoyens, Erdogan a d'ailleurs fait campagne sur les succès de l'industrie de défense, censés représenter l'indépendance et la puissance retrouvées de son pays sous son mandat. Ainsi, ce n'est pas un hasard si c'est en pleine campagne électorale que le président turc inaugure le TCG Anadolu, le premier navire porte-aéronefs de fabrication turque, conçu pour faire décoller et atterrir les drones de combat. Il s'agit-là de rappeler que la Turquie est devenue une puissance militaire et un sujet autonome et indépendant des relations internationales, plutôt qu'un objet, asservi aux grandes puissances.

Force est de constater, par ailleurs, que le contexte international a joué en faveur d'Erdogan : ces élections ont eu lieu avec la guerre en Ukraine en arrière-plan. Or, cette guerre a représenté une aubaine pour Erdogan. En s'imposant comme médiateur entre Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky et en réussissant à faire accepter aux parties en conflit l'accord sur l'exportation des céréales ukrainiennes, le président turc a consolidé sa stature internationale, ce qui a eu pour effet de renforcer son prestige à l'intérieur.

UN SOCLE ÉLECTORAL SOLIDE

La troisième observation que l'on peut faire est que, malgré leurs deux décennies de règne, l'AKP et le président Erdogan n'ont pas connu un phénomène d'usure

du pouvoir. Bien au contraire, ils ont prouvé qu'ils ont une base électorale solide qui ne s'effrite pas, et ce en dépit des nombreux défis et difficultés que le pays connaît et qui affectent le quotidien du citoyen turc.

Cette résilience s'explique par deux phénomènes. D'une part, un phénomène sociologique : l'adhésion d'une partie non négligeable de l'électorat au projet social-conservateur d'Erdogan et de l'AKP. Erdogan s'est donné pour tâche de réintégrer les valeurs de l'islam dans la société. Pour une grande partie de citoyens turcs attachés à un islam traditionnel et aux valeurs familiales et patriarcales, ce projet met fin à leur sentiment d'aliénation culturelle par les élites kémalistes, laïques et occidentalistes ayant longtemps contrôlé le pays. En réalité, la force de l'AKP est d'avoir réussi à renverser le clivage sociétal entre « Turcs blancs » et « Turcs noirs », « élite occidentalisée et laïque vs masse conservatrice », en permettant aux groupes modestes et conservateurs, longtemps exclus du pouvoir et méprisés, de conquérir l'État et d'occuper le centre de la vie politique, économique et sociale. Ces franges sociales ne sont pas seulement présentes dans les campagnes, mais habitent aussi les zones urbanisées ; elles occupent souvent les banlieues des grandes villes comme Istanbul ou Ankara. Ces populations « néo-urbaines » constituent le socle électoral inébranlable de l'AKP : comme à chaque élection, elles ont voté pour l'AKP et Erdogan à qui elles doivent leur ascension sociale. Pour cette frange de citoyens conservateurs et traditionalistes, soutenir l'AKP est une question existentielle : une défaite du parti au pouvoir risque de conduire à un retour à l'ordre ancien, c'est-à-dire à la domination des élites kémalistes, ce qui leur ferait perdre leur statut social.

D'autre part, la résilience du parti et du président s'explique par l'économie politique. L'AKP et son chef ont mis en place des politiques sociales et une économie politique qui favorisent leur ancrage profond dans la société et consolident durablement leur pouvoir. Ainsi, les réseaux que l'AKP a su développer avec des ONG, des entreprises et des associations d'hommes d'affaires, sont fondamentaux dans ses succès électoraux.

Surtout, Erdogan a mis en place des mécanismes de fidélisation de la population par un système d'assistance, entièrement contrôlé par le parti-État. Une partie de l'électorat se sent ainsi redevable à l'AKP et au président pour l'amélioration de ses conditions de vie et son accès aux services (éducation, assistance sociale, couverture médicale, logement, infrastructures routières, etc...), ce qui la pousse à continuer de voter pour la coalition au pouvoir dans une logique transactionnelle. Cela explique que contrairement aux prévisions, Erdogan arrive en tête dans des provinces industrialisées comme Kayseri et Konya, mais aussi très développées comme Bursa ; il est d'ailleurs coude à coude avec le candidat de l'opposition dans les métropoles d'Istanbul et d'Ankara. Ainsi, contrairement à l'image répandue, loin de représenter seulement une Turquie « rurale », « périphérique », « traditionaliste » et paupérisée, Erdogan domine dans une grande partie du pays du fait des services que son parti offre aux habitants et qui créent une dynamique de fidélisation et de clientélisme.

Erdogan a deux défis de taille à relever : le redressement d'une économie fragilisée et la sortie de l'impasse syrienne. Un retour au pragmatisme et un apaisement des tensions avec les partenaires occidentaux et orientaux est nécessaire

LE CHARISME DU CHEF

En dépit de ses 20 ans au pouvoir, le *reis* continue d'attirer et de galvaniser les masses. En réalité, Erdogan incarne le « pouvoir charismatique » au sens wébérien du terme : un chef perçu par son peuple comme étant doté de dons extraordinaires, de qualités prodigieuses et d'un héroïsme qui font de lui un « homme providentiel ».

Ce charisme devient d'autant plus efficace en temps de crise : lorsque le peuple éprouve une anxiété, des peurs et des incertitudes, il est enclin à s'attacher davantage au leader charismatique qu'il perçoit comme un sauveur et protecteur. C'est ce phénomène qui explique la popularité intouchée d'Erdogan et de l'AKP dans les zones sinistrées par le séisme. Contrairement aux prévisions, le président turc et son parti y ont réalisé leur score le plus important. À Kahramanmaraş, épicentre du séisme, 72 % des électeurs ont voté pour Erdogan, ce qui représente 10 points de plus du score de 2018. D'abord, cela est dû à un certain fatalisme : les couches populaires traditionnalistes qui habitent les zones sinistrées expliquent le tremblement de terre par le destin (si c'est écrit, on ne peut rien y faire ; ce n'est pas la responsabilité au parti au pouvoir). Ensuite, parce qu'en temps de difficulté, les couches populaires voient en Erdogan la figure du « père », seul capable de les rassurer et de les protéger tel un père protège sa famille. Le séisme a ainsi paradoxalement consolidé l'influence d'Erdogan et de l'AKP dans les zones sinistrées, plutôt que de l'entamer.

En somme, Erdogan et son parti ont remporté ces élections, non pas seulement parce qu'ils contrôlent les ressources de l'État, mais aussi et surtout parce qu'ils flattent le nationalisme au fondement de la société et portent un projet de société clair qui représente les aspirations et les rêves d'une partie de la population, contrairement à l'opposition hétéroclite dont le projet est défini de manière floue afin de masquer les différends de fond entre ses diverses composantes. Surtout, Erdogan et son parti sont résilients parce qu'en temps de difficulté, les citoyens souffrent de peurs et d'anxiété existentielles qui les poussent à soutenir le bloc au pouvoir dans une logique de survie.

L'APRÈS - ÉLECTIONS : DÉFIS ET PERSPECTIVES

Erdogan est sorti de ces élections renforcé ; sa mise en ballotage et la tenue d'un second tour ont contribué à accroître sa légitimité. Sa victoire est ainsi une victoire au goût de revanche : malgré les « complots » des « ennemis de l'intérieur et de l'extérieur » pour le renverser, il demeure au pouvoir par la volonté des électeurs. Ce triomphe est d'autant plus « revancharde »

qu'elle a lieu à une date symbolique : la veille du 29 mai, jour qui marque la prise de Constantinople et la fin de l'Empire byzantin. Par un effet de télescopage, Erdogan perçoit sa victoire électorale comme une « reconquête d'Istanbul », voire de la Turquie, ce qui est censé représenter le premier pas vers une transformation profonde du pays dans le sens de l'affirmation de sa puissance, la réconciliation avec son identité musulmane et le rétablissement de la gloire ottomane passée.

Ce résultat victoire ouvre ainsi la voie à l'*Erdoğanisme* : un système de gouvernance marqué par la domination incontestée du leader, un culte de la personnalité, et une confusion entre État, nation et chef politique tant l'institutionnalisation laisse place à une personnalisation du pouvoir. Réduisant la démocratie au majoritaire, Erdogan se voit comme l'unique dépositaire de la volonté nationale dont il monopolise la représentation. Incarnant la majorité, donc la « nation », il croit être en droit d'imposer son projet de société et de réprimer toute voix dissidente. Ce système de gouvernance risque d'accentuer la polarisation aigüe du pays et d'attiser les fractures ethniques (Turcs-Kurdes), confessionnelles (sunnites-alévis) et culturelles (modernistes-conservateurs) qui travaillent la société.

Au lendemain des élections, une Turquie profondément clivée apparaît : Erdogan a gagné avec seulement 4 % de voix d'avance sur le candidat de l'opposition ; il y a donc presque autant d'électeurs qui se sont mobilisés pour lui que contre lui. Pour garantir la paix et la cohésion sociale, il convient au président d'analyser le résultat de ces élections avec prudence et rationalité, et de s'engager sur la voie d'une politique conciliatrice pour rassembler plutôt que diviser davantage une société déjà fracturée.

Par ailleurs, Erdogan a deux défis de taille à relever : sur le plan intérieur, le redressement d'une économie fragilisée par l'inflation, la dévaluation de la livre, le chômage et la fuite des investissements ; ainsi que la reconstruction des régions dévastées par le séisme. Sur le plan extérieur, la sortie de l'impasse syrienne, en trouvant un moyen de stabiliser le nord-est de la Syrie et de régler la question du retour des réfugiés. Relever ces défis requiert un retour au pragmatisme et un apaisement des tensions avec les partenaires occidentaux (OTAN, UE) et orientaux (pétromonarchies du Golfe), afin de créer les conditions d'une coopération mutuellement bénéfique sur une logique transactionnelle. C'est précisément en trouvant des solutions aux nombreux défis et problèmes que la Turquie connaît actuellement qu'Erdogan pourra construire son héritage et entrer dans l'Histoire comme un « père » réel de la Turquie moderne./